

LA VICTOIRE DES NATIONALITÉS : UN MYTHE OU UNE RÉALITÉ ?

L'exemple tchécoslovaque, 1918-1948

Antoine Marès

IRICE | « Les cahiers Irice »

2015/1 n° 13 | pages 63 à 75

ISSN 1967-2713

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2015-1-page-63.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour IRICE.

© IRICE. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La victoire des nationalités : un mythe ou une réalité ?

L'exemple tchécoslovaque, 1918-1948

Antoine MARÈS

Les « drames » nationaux – tels qu'ils sont construits au XX^e siècle par les acteurs politiques ou intellectuels d'Europe médiane – ont pour caractéristique de voir leur origine circonscrite dans le temps et de se cristalliser sur une date précise : une défaite militaire, une réunion diplomatique ou un événement historique particulier. C'est le cas du traité de Trianon pour les Hongrois, des accords de Munich pour les Tchèques ou de la conférence de Yalta pour les Polonais¹. Ces événements symboliques sont mis en exergue plus encore que les réalités : pour les Hongrois, l'année 1944 avec l'invasion allemande, l'extermination des Juifs et les combats de libération qui durent jusqu'en février 1945 ont été pourtant plus traumatiques que 1920, tout comme le 15 mars 1939 et la formation du Protectorat de Bohême-Moravie sont plus importants que le 30 septembre 1938 pour les Tchèques, et le mois de septembre 1939, la chute de la Deuxième République et ses suites immédiates sont plus destructeurs pour les Polonais que février 1945. Sur le long terme, la responsabilité de l'Allemagne hitlérienne en arrive à être en quelque sorte gommée dans la hiérarchisation des causes des « douleurs » nationales au profit de la mise en question des grandes puissances qui auraient décidé contre toute morale du sort des « petits » États de l'Europe médiane. C'est dire que les émotions jouent un rôle fondamental dans la mémoire et dans l'instrumentalisation qui en est faite par le monde politique et les médias².

¹ Pour une approche historique raisonnée et raisonnable de ces événements, voir par exemple Ignác Romsics, *A Trianoni békeszerződés*, Budapest, Osiris, 2001, ou Fritz Taubert (dir.), *Mythos München. Le Mythe de Munich. The Myth of Munich*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2002.

² Antoine Marès, Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions. Au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014.

Considérer que cette approche est dépourvue de sens (au-delà du changement de perception de l'Allemagne dans le contexte de pacification de l'après-1945) serait faire abstraction de l'impact des représentations symboliques dans le discours politique et national. D'autant que dans les trois cas cités, qui pourraient être élargis à d'autres espaces nationaux, on estime que la nation a été trahie par plus fort que soi et dépecée par ses voisins immédiats. Le rapport du faible au fort est en effet fondamental dans la vision de soi en Europe centrale. L'idée que la nation est consubstantiellement fragile, que sa sécurité est perpétuellement menacée et que son « existence biologique » même est en péril est un *topos* régional. L'autoreprésentation des Hongrois noyés dans une mer slave hostile ou des Tchèques pris dans la « mâchoire germanique » ou encore des Polonais coincés entre Russes et Allemands n'est pas seulement d'ordre géopolitique : elle renvoie aussi à un destin « maléfique ».

C'est dans ce cadre que la figure du traître est fondamentale : elle nourrit les fantasmes, que ce traître agisse à visage découvert ou qu'il soit masqué. Si le danger principal vient de l'extérieur, il est accompagné par un danger intérieur qui résulte de la collusion de certains membres de la société nationale ou de certains ressortissants des minorités avec un ennemi séculaire clairement identifié, qu'il s'agisse du Slave, du Russe, du Magyar ou du Germain.

Dans le même temps, les nations centre-européennes se prévalent de la défense de valeurs consubstantielles à l'Europe : elles se sont sacrifiées – affirment-elles – de tout temps pour la défense de ces valeurs – selon les époques et les espaces : christianisme contre islam, catholicisme contre orthodoxie, démocratie contre autocratie, socialisme contre impérialisme, libéralisme contre communisme... Dans une perspective d'autolégitimation nationale et une revendication d'appartenance « naturelle » à l'Europe, la permanence de cet argumentaire est frappante. Le sort douloureux réservé à l'Europe centrale en devient d'autant plus injuste : la dimension sacrificielle est ici centrale.

Pour sortir de ce discours victimaire et changer les paradigmes, le parti a été pris ici de réfléchir sur une période plus longue. Car l'État victime peut dans ce cas se transformer en prédateur dans une alternance victime/bourreau qui répond à une dialectique défaite/revanche.

Cette grille de lecture appliquée au cas tchécoslovaque s'appuiera notamment sur les positions d'Edvard Beneš, acteur majeur de ces retournements de situation entre 1914 et 1948. C'est en fonction de l'existence et des satisfactions ou insatisfactions des revendications de l'État-nation que se mesurent les défaites et les victoires. Quatre séquences chronologiques s'articulant autour de la notion d'État-nation, structurante pour notre propos, peuvent être distinguées : l'avant-1918, 1918-1938, 1938-1945 et 1945-1948.

L'avant-1918 ou la coexistence rendue impossible

L'avant-1918 est marqué par un héritage, une réalité et un projet. L'héritage, c'est le sentiment d'injustice que ressent un nombre croissant de Tchèques face aux conséquences de la bataille de la Montagne Blanche qui ont soumis les États de Bohême à la dynastie habsbourgeoise, devenue héréditaire. Le sentiment d'injustice qui en résulte est amplifié par le déclin national (culturel, linguistique, économique et politique) qui en a découlé et par la contrainte religieuse qui a suivi avec la recatholicisation presque totale d'un pays à l'origine protestant à 80 % ; ce que l'*intelligentsia* imprégnée d'une vision non catholique de l'histoire des Pays tchèques va traduire par l'expression « ère des Ténèbres » (*Temno*). Ce sentiment est de fait une reconstruction complexe qui remonte à la fin du XVIII^e siècle et surtout à la première moitié du XX^e siècle. Elle s'appuie en l'occurrence sur la notion de « droit historique d'État », renforcé après 1848 par celui de droit naturel des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui ne cesse par la suite de s'amplifier. Tout cela est accentué par la volonté de la noblesse locale, qui, dans un phénomène d'autonomisation de la périphérie par rapport au centre viennois, favorise la langue tchèque et la recherche historique qui sont les deux piliers de ce nouveau discours de fierté nationale diffusé par l'écrit mais aussi par la scène.

La réalité, c'est l'émergence parallèle d'une nouvelle bourgeoisie tchèque qui veut s'affirmer face à une bourgeoisie germanophone dans une société de plus en plus éduquée (les Tchèques sont les plus alphabétisés d'Europe derrière les Prussiens au tournant du siècle), urbanisée, industrialisée et laïcisée (bien que cela n'apparaisse pas encore dans les déclarations d'appartenance religieuse lors des

recensements³). Nous assistons aussi à partir des années 1890 à une translation de l'axe de développement de la monarchie bicéphale vers le nord-ouest : la Tchécoslovaquie recueillera ainsi au moins 56 % de l'industrie austro-hongroise. Tout cela se traduit par une mobilité sociale remarquable avant 1914 et une conquête rapide du pouvoir municipal et régional (à l'exception de la périphérie sudète) par les Tchèques⁴. Ces flux et la prospérité de la Belle Époque amortissent les tensions nationales.

Le projet, c'est jusqu'en 1914 la volonté de transformer cette conquête locale au niveau des Pays tchèques conçus comme un ensemble en fédération plus poussée de l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire de modifier le dualisme en trialisme par la démocratisation. C'est le point de vue de Beneš qui, dans sa thèse sur les nationalités soutenue en 1908 à Dijon, écrit :

« La question tchèque est le nœud du problème autrichien et sa solution doit nécessairement entraîner la solution de toutes les luttes nationales en Autriche »⁵.

Ce travail lui permet de synthétiser pour la première fois sa vision de l'Autriche-Hongrie et de dénoncer l'absolutisme et le centralisme comme causes de la crise austro-hongroise qui, à son avis, ne peut être dénouée que « par la démocratisation et la décentralisation ».

« L'indépendance complète ne serait pour nous, Tchèques, à l'époque actuelle où se forment en Europe exclusivement des empires immenses, qu'un grand malheur », conclut-il⁶.

Cette thèse défendue par la social-démocratie tchèque en passe de se séparer de la social-démocratie autrichienne est alors largement partagée par les partis nationaux. Seul un minuscule parti, le parti progressiste du droit d'État, baptisé « catastrophiste », envisage alors une reconstitution

³ *Český politický katolicismus 1848-2005* [Le catholicisme politique tchèque, 1848-2005], Brno, Centrum pro studium demokracie a kultury, 2008 ; Antoine Marès, « Catholicisme et anti-catholicisme dans la propagande : quelques aspects franco-tchécoslovaques », dans Michel Maslowski (dir.), *La religion en Europe centrale*, Paris, Belin, 2012, p. 203-223.

⁴ Sur ce tableau des Pays tchèques au début du xx^e siècle, Bernard Michel, *Prague, Belle Époque*, Paris, Aubier, 2008.

⁵ *Le problème autrichien et la question tchèque. Étude sur les luttes politiques des nationalités slaves en Autriche*, Paris, V. Giard et E. Brière libraires-éditeurs, 1908, p. 2-4.

⁶ Antoine Marès, *Edvard Beneš. Un drame entre Hitler et Staline*, Paris, Perrin, p. 142.

d'un royaume de Bohême indépendant à la suite d'une conflagration mondiale. Il faut en effet rappeler et souligner ici que dans la Prague de la Belle Époque, malgré les heurts nationaux qui ont entraîné en 1913 et 1914 la fermeture de la Diète et du Parlement, l'expansion économique générale (malgré les affrontements sociaux croissants liés à la défense de la condition ouvrière) ne génère pas de velléités indépendantistes.

La déclaration de guerre à la Serbie et ses suites vont entraîner une rupture pour un certain nombre d'hommes politiques qui considèrent que l'Autriche-Hongrie a trahi sa vocation d'équilibre entre Berlin et Moscou et qu'elle a, par conséquent, perdu sa raison d'exister. *Delenda est Austria*, c'est le sens du pamphlet écrit en 1916 par Edvard Beneš, en exil à Paris depuis septembre 1915⁷. Cela étant, ce combat reste marginal et incertain jusqu'au printemps 1918 tout en étant favorisé par l'évolution des mentalités – avec l'expansion de l'idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes –, du discours géopolitique occidental – de plus en plus favorable à la reconnaissance d'États nationaux – et de la carte de la guerre européenne qui joue en faveur de l'Entente et au détriment des Puissances centrales. L'idée d'un remplacement de l'Empire bicéphale par des États nationaux s'impose au fur et à mesure que la perspective d'une victoire des Puissances centrales s'éloigne. Pris dans des contradictions et des tensions croissantes, l'Empire habsbourgeois meurt de n'avoir pas su répondre aux défis de sa diversité et des chocs de la guerre, sinon en se liant à l'Allemagne et en subissant le choix final de la dispersion.

En automne 1918, plus aucune de ses composantes ne souhaite vivre ensemble : les Polonais aspirent à réunir les trois parties de leur territoire divisé depuis 123 ans ; les Autrichiens, avec les sociaux-démocrates arrivés en novembre au pouvoir, veulent rejoindre l'Allemagne devenue elle aussi socialiste ; quant aux Hongrois, ils voient en 1918 l'occasion d'acquérir enfin leur complète indépendance, dans un premier temps sous le régime de la gauche modérée présidé par le comte Mihály Károlyi. Telle est la réalité qui montre que la volonté exprimée par les Tchèques et les Slovaques d'échapper à leurs anciennes tutelles ressort d'un climat général où le national est devenu partout dominant, au-delà même des sensibilités idéologiques : les grandes organisations

⁷ *Détruisez l'Autriche-Hongrie ! Le martyre des Tchéco-Slovaques à travers leur histoire*, Paris, Librairie Delagrave, 1916. La carte jointe a été supprimée par la censure française ; il en va de même pour l'édition anglaise (Archives historiques militaires de Prague, VHA, ČSNR, n° 14).

transnationales ont toutes échoué à éviter la catastrophe de la Première Guerre mondiale.

1918-1938 ou comment le succès se transforme en échec

Les conséquences de la Première Guerre mondiale sont finalement inattendues en Europe centrale, en ce sens qu'elles ne répondent pas à un projet ancien clairement annoncé ou anticipé. Ce n'est pas pour rien que Tchèques et Slovaques parlent de « miracle » et de « divine surprise » quand ils proclament leur indépendance les 28 et 30 octobre 1918. En quoi est-ce une victoire nationale puisque cela ne correspond pas à des revendications de longue date ? Beneš avait écrit en 1908 que l'indépendance serait une « catastrophe ». Pourtant le discours tchèque d'une revanche prise sur l'histoire est immédiat : le 28 octobre 1918 est considéré comme une réponse au 8 novembre 1620 et la mise à bas de la colonne mariale de la place de la Vieille Ville de Prague au début du mois de novembre 1918 est symboliquement importante⁸. C'est « la nation tchèque qui l'emporte », avec le retour à une vision protestante de son histoire telle que le président du nouvel État Tomáš Garrigue Masaryk l'incarne⁹. De fait, la victoire est largement une improvisation qui se traduit par la construction d'un État dont les forces et les faiblesses sont balancées : forces d'une économie surpuissante, d'une société fortement éduquée, d'un *habitus* et d'un discours démocratiques enracinés ; faiblesses géopolitiques évidentes de par sa configuration, composition nationale hétérogène avec un tiers de minorités, déséquilibres internes majeurs, dépendance des capitaux et des marchés extérieurs. Par ailleurs, cette « victoire » revêt une ambiguïté majeure dans un monde tchèque qui a à gérer une mémoire particulière de la guerre : les Tchèques auraient perdu plus de 138 000 hommes du côté de la monarchie et 5 405 hommes, soit 4 %, du côté allié¹⁰. Du coup, le discours étatique axé sur ceux qu'on appelle désormais les « légionnaires » (c'est-à-dire les combattants des unités tchéco-slovaques formées en France, en Italie et surtout en Russie) illustre la fiction d'un

⁸ A. Marès, « Catholicisme et anti-catholicisme... », *op. cit.*

⁹ A. Marès, « De l'identité tchèque à l'État tchécoslovaque », dans Pierre Ayçoberry (dir.), *Les conséquences des Traités de Paix de 1919-1920 en Europe centrale et sud-orientale*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1987, p. 209.

¹⁰ Du côté slovaque, on fait état de 69 700 tués (*Slovensko v Československu 1918-1939*, Bratislava, SAV, 2004, p. 400).

engagement univoque auprès des Alliés destiné à gommer la réalité du loyalisme tchèque, largement dominant malgré les légendes édifiées tant du côté autrichien que du côté tchèque. Il faut donc une certaine dose d'amnésie pour développer l'idée d'une rupture radicale alors que les éléments de continuité sont forts, qu'il s'agisse des héritages législatifs, administratifs et même des élites qui ont servi le précédent régime.

Dans de telles conditions, que signifie la victoire nationale ? Elle est tout d'abord l'affirmation d'un État indépendant dont la direction est essentiellement assurée par des Tchèques et des Slovaques au nom d'une nouvelle doxa, le tchécoslovaquisme – qui présuppose l'unité linguistique, culturelle et politique entre ces deux rameaux slaves –, mais pas exclusivement. Formant les deux tiers de la population du pays, Tchèques et Slovaques ont conscience et volonté d'associer aussi les Allemands au gouvernement (ce qui ne deviendra effectif qu'en 1927, et jusqu'en 1938). Représentant 23,6 % de la population, ils forment 40 % de l'Union industrielle dans la seconde moitié des années 1920 : c'est dire leur poids économique et le fait que la « victoire » tchèque ne peut fonctionner sans compromis ni association des minorités. Les règles dictées par les traités de protection des minorités et adoptées sans difficulté par Prague devaient en principe faciliter l'entente. Pourtant, au-delà d'une législation de protection qui a été moins mal appliquée par la Tchécoslovaquie que dans les pays voisins, il faut tenir compte des réactions individuelles et du sentiment cruel pour un groupe national de passer d'une situation dominante à une situation de dominé. Qui plus est, il suffit du passage au-dessous des seuils déterminés par les textes législatifs lors des recensements (en l'occurrence en 1930) pour que les droits des minoritaires disparaissent, ce qui est encore plus insupportable. À quoi s'ajoutent des vexations (par exemple le *Tafelkrieg*) imposées par une administration tatillonne et revancharde¹¹.

Nous sommes donc pendant l'entre-deux-guerres dans une relation de tensions entre Tchèques, à peine majoritaires, et minorités qui se divisent entre ceux qui se rallient au nouvel État tchécoslovaque et ceux qui au contraire le rejettent radicalement, selon des périodisations et des flux variables. Cette réconciliation est le véritable enjeu de la Première République. Le pari semble en partie gagné avec les Allemands dans la seconde moitié des années 1920. Il est perdu dans la première moitié des années 1930 sous l'influence de la crise mondiale et de la politique

¹¹ A. Marès (dir.), « Munich 1938 », *Revue des études slaves*, tome LII, nos 1-2, 1979.

hitlérienne. Dans l'état de nos connaissances, nous savons aujourd'hui que les quatre plans successifs examinés pour donner satisfaction aux Allemands des Sudètes n'étaient que des leurres puisque le but de Hitler était qu'ils échouent afin qu'il puisse atteindre ses objectifs d'annexion de l'ensemble du potentiel industriel tchèque.

Ajoutons que les considérations à la fois historiques, politiques, économiques et stratégiques qui ont été invoquées pour dessiner les frontières de l'État tchécoslovaque ont également provoqué l'hostilité radicale de ses voisins polonais et hongrois.

1938-1945 ou la descente aux enfers

L'expérience de la Première République et de l'État tchécoslovaque a été déconstruite en quelques mois et en quatre étapes : les accords de Munich qui les ont privés des territoires périphériques peuplés d'une majorité d'Allemands et économiquement vitaux, l'arbitrage de Vienne qui a rattaché le sud et une partie de l'Est de la Slovaquie à la Hongrie, l'annexion du 15 mars 1939 qui voit l'occupation des Pays tchèques et l'éclatement de l'État en deux avec le Protectorat de Bohême-Moravie à l'Ouest et une Slovaquie pseudo-indépendante à l'Est, puis l'annexion de l'Ukraine subcarpatique par Budapest. L'Allemagne nazie, la Pologne des Colonels et la Hongrie horthyste sont les bénéficiaires de ces redécoupages qui ne les satisfont que temporairement et partiellement.

Les perceptions de cette évolution sont très contrastées selon les nationalités qui composaient la Tchécoslovaquie et selon les sensibilités politiques, mais globalement, pour les Tchèques, il s'agit non seulement d'une défaite, mais d'une catastrophe nationale, politique, psychologique et matérielle.

Pour résumer, les Tchèques considèrent que la situation nouvelle est une injustice liée à une trahison (occidentale) et à l'usage cynique de la force par l'Allemagne nazie et ses alliés du moment. À l'intérieur, la Deuxième République (d'octobre 1938 à mars 1939) et le Protectorat se caractérisent par un repli sur soi nationaliste, puis par une politique d'accommodement qui va d'une résistance pacifique souterraine à un dialogue modéré avec les autorités allemandes du Protectorat (du moins jusqu'en septembre 1941) : cette ambiguïté est illustrée par le fait que le chef du gouvernement tchèque, le général Alois Eliáš, est en même

temps le chef de la Résistance. À l'extérieur, la Tchécoslovaquie de l'exil se place rapidement sous la houlette de son ex-président Beneš et sous le signe du rétablissement nécessaire du *statu quo ante* et de la démocratie, dont les Tchèques auraient été les derniers représentants en Europe centrale. En liant étroitement le sort de son pays à l'idée d'une libération de l'Europe du joug hitlérien, Beneš s'inscrit dans un processus global de retour à ce qu'il considère comme la « normalité ». La Tchécoslovaquie comme modèle démocratique et comme victime de la barbarie nazie va nourrir l'argumentaire du gouvernement tchécoslovaque en exil même si cette idée était loin d'aller de soi, en particulier aux États-Unis où de nombreuses forces ont été rapidement sensibilisées au danger soviétique et à sa progression en Europe médiane. La répression contre les étudiants en novembre 1939 (avec leur déportation massive au camp de Sachsenhausen), la terreur déclenchée par Reinhard Heydrich arrivé à Prague (pour remplacer le modéré *Reichsprotektor* Konstantin von Neurath), son assassinat et les exactions qui ont suivi, ont nourri l'image des Tchèques résistants auxquels le monde devait réparation.

Le retour au *statu quo ante* (à l'exception de la perte de la Ruthénie subcarpatique rattachée à l'Ukraine soviétique) n'a été possible qu'avec le soutien de Moscou. Et nous avons ici une des explications du nœud coulant que les responsables tchèques ont placé autour de leur cou entre 1945 et 1948.

1945-1948 ou la fin des illusions

Le mois de mai 1945 voit donc le retour à Prague du gouvernement en exil, à la suite de sa libération par un soulèvement et de l'entrée des troupes soviétiques qui ont délivré le pays dans la capitale. L'armée Rouge a perdu 140 000 hommes dans les combats de libération de la Tchécoslovaquie, auxquels il faut ajouter près de 67 000 Roumains.

Cette « revanche » s'est accompagnée d'une radicalisation nationale pendant la guerre qui résulte de la radicalisation politique de la population des Sudètes au cours des années 1930, de la répression croissante de Heydrich et de l'occupant à partir de septembre 1941, ainsi que de la réaction de la Résistance, tout particulièrement communiste. Soumis à cette pression, en bout de chaîne, Beneš est parti d'une volonté de réduire la taille des minorités présentes en Tchécoslovaquie – dès

septembre 1938 avec les « propositions Nečas »¹² – pour en arriver à la décision de déplacer l'ensemble des minorités. C'est donc en 1945-1946 qu'on aboutit au terme ultime d'un processus de « victoire » du principe national, paradoxalement accéléré par la volonté nazie de réunir dans un même espace tous les germanophones. La capillarité entre les deux processus n'a pas été suffisamment mise en lumière : pourtant l'idée d'« espace vital » n'est pas totalement absente du discours politique tchèque pendant la guerre.

Nous sommes dans une logique en trois temps qui est passée par la domination d'une majorité (slave) sur des minorités (germanique et magyare), puis par la domination de ces dernières sur une majorité (slave) pendant la guerre et enfin par le retour à la situation initiale de 1918, mais cette fois en tirant la leçon de l'impossible coexistence tentée sous la Première République. La cohabitation de différentes nationalités sur un territoire donné est apparue finalement plus dangereuse que l'homogénéisation ethnique dont les échanges gréco-turcs avaient donné l'exemple en 1923. D'ailleurs, Edvard Beneš présente l'expulsion des Allemands comme l'achèvement d'un processus mis en mouvement en 1918, résultat du chapitre VIII du programme de gouvernement adopté à Košice en avril 1945 qui a décidé de mesures de « nationalisation »¹³ : celles-ci impliquent le déplacement des minorités allemandes et hongroises, et le rapatriement des Tchèques et des Slovaques de l'étranger dans la perspective d'une « reconstruction nationale » du pays.

Dans un premier temps, les expulsions sont « sauvages » et marquées par de nombreuses exactions dans le nord de la Bohême et le sud de la Moravie, dans une réaction très violente à six années d'occupation, ce qui provoque un légitime émoi international relayé par la Croix-Rouge. Le processus est interrompu à un moment où il est d'ailleurs difficile de poursuivre ces déplacements massifs puisque Américains et Britanniques refusent de continuer à recevoir des Allemands venus de l'Est dans leurs zones d'occupation. Comme débouchés, seules demeurent les zones soviétiques d'Allemagne et d'Autriche. C'est la

¹² Il s'agit de propositions secrètes données par le président Beneš à son ministre social-démocrate Jaromír Nečas, qui les a communiquées aux négociateurs français le 18 septembre 1938 (voir A. Marès (dir.), « Munich 1938 », *op. cit.*, p. 135-137).

¹³ *Programové domáci vlády republiky, vlády Národní fronty Čechů a Slováků. Sbírnka dokumentů [Programme du premier gouvernement de la République, gouvernement du Front national des Tchèques et des Slovaques. Recueil de documents]*, Praha, Ministerstvo informací, 1945.

conférence internationale de Potsdam de juillet-août 1945 – la dernière où se réunissent les trois Grands – qui va valider le principe et la poursuite des expulsions en recommandant de les mener « humainement »¹⁴. Après cette première phase et les départs « volontaires » (800 000 ?), on estime que l'expulsion organisée a concerné 2 170 000 personnes (1 420 000 en zone américaine et 750 000 en zone soviétique) au 28 octobre 1946. Il ne reste plus alors qu'environ 250 000 Allemands en Tchécoslovaquie¹⁵. Sur ce processus, les points de vue tchèques et allemands se sont cristallisés sémantiquement : les premiers parlent de « déplacement » (*odsun*), les seconds d'« expulsion » (*Vertreibung*).

À l'issue du processus, Beneš s'exprime en décembre 1946 sur la question allemande devant les unités de garde-frontières : il la met en perspective historique en rappelant que l'éternel problème du rapport à l'Allemagne s'est « internisé » avec l'installation des Allemands en Pays tchèques sous la dynastie des Přemyslides au XIII^e siècle. Cette vision caractéristique de l'époque est plus que contestable, car le nationalisme du XX^e siècle s'y projette à tort sur le passé médiéval. À ses yeux, si la Tchécoslovaquie a eu assez d'énergie pour effacer militairement le 28 octobre 1918 la défaite de la Montagne blanche de 1620, elle n'a pas eu les forces politiques pour aller au bout de la logique qui voyait en eux des immigrés et des colons dans un État slave. Faisant l'historique de l'attitude des Allemands dans les années 1930, Beneš considère que « la nation allemande a été définitivement condamnée par ses actes » : haute trahison, abandon de la démocratie, priorité à la guerre, d'où la « légitimité morale » de l'expulsion reconnue sur la scène internationale. Il a donc signé le 2 août 1945 avec « bonne conscience » le décret sur la nationalité et donné la priorité à un État national sur un État des nationalités. Supprimer un foyer de troubles et unifier le pays, tels sont les objectifs de l'expulsion des Allemands de Tchécoslovaquie. Ce n'est pas pour lui une vengeance, « c'est simplement répondre à la demande de notre passé, de notre présent et de notre avenir », c'est « l'achèvement

¹⁴ Il y aura une évolution des Alliés sur la question. Ce que Matthew Frank montre bien du point de vue britannique (*Expelling the Germans. British opinion and post-1945 population transfer in context*, Oxford University Press, 2008). La France sera elle aussi réticente.

¹⁵ Cela a eu pour effet de créer deux communautés séparées, l'une en exil, l'autre qui reste en Tchécoslovaquie : pour la première, Andreas Kossert, *Kalte Heimat*, Munich, Siedler Verlag, 2008 ; pour la seconde, Tomáš Staněk, *Německá menšina v českých zemích, 1948-1989* [La minorité allemande en Pays tchèques 1948-1989], Praha, Institut pro středoevropskou kulturu a politiku, 1993.

d'un combat national séculaire »¹⁶. C'est le point d'orgue d'un processus mis en marche par la Première Guerre mondiale, qui est non seulement la matrice des totalitarismes, mais aussi l'aboutissement de visions nationales exclusives.

Pour en revenir à la question posée, « La fin de l'Autriche-Hongrie, une victoire des nationalités ? », et en s'abstrayant du court terme, nous pouvons conclure que ce n'est pas tant la fin de l'Autriche-Hongrie sous sa forme impériale et multinationale d'avant 1914 qui a posé problème que l'incapacité de redéfinir une organisation satisfaisante de l'Europe centrale après une disparition qui, dans le contexte de l'automne 1918, était inéluctable. La nostalgie de cet ensemble néglige la loi historique selon laquelle « Tout empire périra »¹⁷ et les circonstances où aucune force (en dehors de légitimistes très affaiblis) ne soutenait plus son existence. L'Empire habsbourgeois a été délégitimé par la catastrophe dont il a été un des initiateurs.

Pendant la Première Guerre mondiale, en 1916, le géographe Jean Brunhes avait posé clairement le problème :

« Je ne conçois pas que nous puissions parler de la Libération des peuples de l'Autriche-Hongrie sans parler aussi d'un système politique ou économique quelconque qui les lie dans une mesure à déterminer, les uns avec les autres et aussi avec nous »¹⁸.

Ce qu'a précisé après l'armistice un autre géographe, Bertrand Auerbach, devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés :

« Il me semble qu'il faudrait dire aux Allemands d'Autriche, aux Tchèques et à tous les Slaves d'Autriche : vous avez vécu assez mal dans une Autriche qui n'était pas celle dont vous rêviez. Ce n'était pas une Autriche fédérative. Mais d'une Autriche basée sur l'autonomie fédérale,

¹⁶ Il reprend exactement le même argumentaire dans un texte du 8 novembre 1946 (« Poselství presidenta Republiky k výročí Bílé hory » [Message du Président de la République à l'occasion de l'anniversaire de la Montagne Blanche], Prague, 1946).

¹⁷ Jean-Baptiste Duroselle, *Tout empire périra*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981 ; Pierre Boilley et Antoine Marès (dir.), « Empires », *Monde(s)*, n° 2, 2012.

¹⁸ *Travaux du Comité national d'études*, séances des 9 et 16 octobre 1916.

vous tirerez avantage au point de vue économique les uns et les autres »¹⁹.

Cette conception « raisonnée » et « raisonnable » s'est heurtée à un prurit nationaliste général. L'esprit du temps était à la revanche nationale. Edvard Beneš l'a partagé, même si, comparé à nombre de ses concitoyens, il est resté relativement modéré, que ce soit lors de la conférence de la Paix au lendemain de la Première Guerre mondiale ou pendant l'entre-deux-guerres face aux courants ultranationalistes tchèques²⁰.

Parler de « victoire » a donc du sens pour les perceptions temporaires et pour le discours étatique. En revanche, il s'efface si nous envisageons le temps long du XX^e siècle et ses bouleversements et si nous examinons les trajectoires individuelles ou familiales – qui ne se réduisent jamais au simplisme victoire/défaite mais se traduisent plutôt en expériences diversifiées – ou encore si nous raisonnons en termes sociaux et pas seulement nationaux.

¹⁹ CARAN, C 7491, audition devant la Commission des A. E. le 26 novembre 1918.

²⁰ A. Marès, *Edvard Beneš, op. cit.*